

Nom : Reuven

Prénom : Romeo

Age : 32 ans

Objet : Devenir président de l'AMF et moraliser (enfin) la finance (pour de bon)

Email : rhum.ey.oh@gmail.com

J'ai élaboré un plan en plusieurs points qui permettraient de mettre la finance au pas et qui correspondent à 5 vertus plus un péché capital, et qui, à mon humble avis, me rend éligible pour au moins passer un entretien dans le cadre du remplacement prévu de Gerard Rameix.

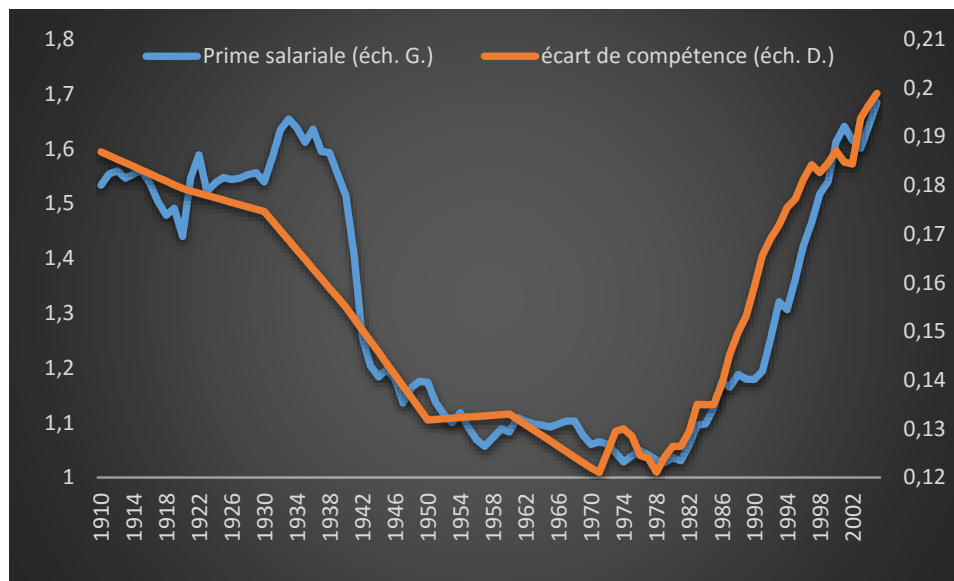
1. La rémunération – la prodigalité

C.R.E.A.M. (cash rule everything around me) – Wu Tang Clan

Comme tout auteur prolifique, Rousseau a écrit quelques conneries. Je pense notamment à son « il faut commencer par écarter les faits » qui est un révisionnisme avant l'heure, et son « l'homme à l'état de nature est bon » alors que c'est Thomas Hobbes qui a raison en disant que l'homme est un loup pour l'homme, le loup étant, même à l'état naturel, une bête féroce. Mais Rousseau a également écrit des choses formidables - qui le contesterait ? Son « la finance est un mot d'esclave » qui précède son « dans un Etat vraiment libre, les citoyens font tout avec leur bras et rien avec l'argent » dans le Contrat social est une vérité quasi évangélique.

On ne retournera pas au troc et l'argent ne va pas disparaître ; je reconnais également qu'il est normal qu'un ingénieur gagne plus qu'un contremaître, car il y a des inégalités qui ne sont pas forcément des injustices comme dit l'adage, mais la prime de rémunération dont bénéficient certaines gens qui travaillent en finance depuis les années 1980 doit purement, simplement et formellement être rendue hors la loi.

La finance se gave trop (et attire des talents qui seraient socialement mieux ailleurs)



Je pourrais justifier cette nécessité de mise à l'index de la prime salariale dont bénéficient les gens qui travaillent en finance par le fait qu'il est connu qu'à partir d'un certain niveau de rémunération (assez faible en comparaison à la rémunération moyenne dans les départements investissement des banques) le bonheur marginal et les dépenses utiles tendent à être nuls, voire négatifs¹, et par le fait que de toute

¹Je vous invite à regarder du côté des travaux de Claudia Senik qui a écrit des choses formidables sur le pressoir du bonheur et le glissement des préférences vers l'inutile (genre une plus grosse voiture, un salon

façon à partir d'un certain niveau de prospérité, on ne peut plus profiter de sa richesse supplémentaire. A quoi bon alors gagner plus de 100.000 euros par an surtout si l'Etat assure des biens publics (crèches, écoles, cours d'équitation et de piano, etc.) de qualité grâce à une taxation efficace ?

Mais ma justification est beaucoup plus simple que ce sentiment compliqué qu'est le bonheur ; ma justification se trouve dans le fait que ces sur-rémunérations sont tout simplement illégitimes. Il y a un truc qu'on ne dit pas assez mais les activités financières ne représentent en moyenne que 3-4% de la valeur ajoutée totale dans les économies avancées (c'est-à-dire grosso modo 2 fois le poids du secteur agricole, alors que la finance est un aspirateur de diplômés persuadés qu'ils sont plus intelligents que la moyenne) ; donc contrairement à ce que les financiers pensent d'eux-mêmes, ils ne sont pas si importants que laissent supposer leur façon de s'habiller, leur jargon technique, leur niveau d'études, leur niveau de rémunération, ni leur sentiment de toute puissance dérivée d'une grande endogamie et du fait qu'on leur laisse faire de l'argent avec de l'argent (sans rien « produire » d'utile comme en témoigne le fait que la valeur ajoutée totale du secteur financier est restée relativement stable et faible malgré l'explosion des bilans bancaires et du shadowbanking²). On sait (avec certitude) depuis des années que ce n'est pas le talent des financiers, ni leurs études, ni leurs heures de travail, ni leur utilité sociale qui justifient leur niveau de rémunération, mais le simple fait qu'ils brassent des masses d'argent sans commune mesure et qu'ils s'évertuent à rendre la finance particulièrement sophistiquée (sans que cela ne soit nécessaire). Pour lutter contre le fléau des hautes rémunérations dans la finance, je préconiserais 2 solutions simples :

La première c'est de mettre fin aux rémunérations variables (bonus, stock option) dans la finance. Les rémunérations variables des financiers sont un fléau qui pousse au crime ; c'est de l'essence donnée à des pyromanes. Si théoriquement les rémunérations variables sont une incitation pour aligner les intérêts des financiers salariés avec ceux de leurs employeurs (banques, etc.), dans la réalité ce n'est qu'un instrument qui les incite à prendre des risques sans autre utilité que d'augmenter leur espérance de rémunérations. Il faut donc interdire les fameux bonus (pas les plafonner à un multiple du salaire fixe comme ont fait ces vendus de la commission européenne, non les interdire !). Mais comme je suis joueur, avant de supprimer leurs bonus et autres rémunérations variables pour des performances de court terme, je propose qu'on prenne les financiers, amateurs de risques, à leur propre jeu et de rendre leurs rémunérations... algébriques. L'idée est très simple en fait et ne serait mise en place que pour se foutre de la gueule des financiers. En gros, alors qu'actuellement on distribue en finance des bonus si un actif financier qui a été vendu/acheté/créé/ou que sais-je encore rapporte de l'argent à la période courante, je propose qu'on passe à un système où le bonus pourrait être négatif si ultérieurement le risque pris par le financier venait à se matérialiser (concrètement, les mecs et meufs qui avaient eu de gros bonus grâce à des CDO, ABCP, et autres joyeuseries lors de l'euphorie de la titrisation avant 2007 devraient casquer sévèrement et beaucoup rembourser quand après 2007 il y a eu la crise et que le marché s'est asséché) ; la chose serait encore plus drôle pour ceux qui feraient du fat finger, feraient perdre des millions en une opération à leur

en marbre, des sanitaires avec de l'eau Evian, des montres qui coûtent un bras, des vêtements haute couture pour aller au sport, de la vaginoplastie, et autres lubies de gens qui ne savent pas quoi faire avec de l'argent supplémentaire mais qui tiennent à en gagner plus).

²Je précise, car les financiers aiment dire qu'on mesure mal la valeur ajoutée du secteur financier que cet argument là n'est tout simplement pas recevable en l'espèce, ce n'est pas moi qui le décide, ce sont les comptables nationaux.

banque car avec ce genre de rémunération algébrique, ils casqueraient directement (ou seraient emprisonnés s'ils ne pouvaient pas payer leurs dettes de bonus). Je suis persuadé qu'avec un tel système, les financiers montreraient leur vrai visage - ils aiment le risque mais quand ce n'est pas eux qui le prennent-, et auraient miquettes et chocottes comme une schnek de Guatémaltèque en République Tchèque assoiffée de milshake.

La seconde serait de limiter la rémunération fixe. Dans mon esprit, 100.000 euros devraient être le maximum qu'un financier (analyste, patron de la banque, CFO, gérant de fonds ou que sais-je) devrait pouvoir gagner en une année ; au-delà, on tombe dans l'indécence (c'est subjectif, je le sais et l'assume). Sachant que le président de la FED gagne 200.000 euros par an, qu'un financier gagne au maximum la moitié me semble une norme tout à fait décente, car comment voulez-vous avoir des contrôleurs (superviseurs) de talent s'il suffit qu'ils passent du côté des contrôlés (les financiers) pour gagner beaucoup plus d'argent ? Une alternative pourrait être de dire que le salaire maximum d'un financier ne devrait pas dépasser un multiple (par exemple 8) du salaire minimum. Ainsi, il y aurait de facto une indexation des bas salaires sur les hauts salaires, et cela éviterait ce genre de conneries dont Goldman a le secret :



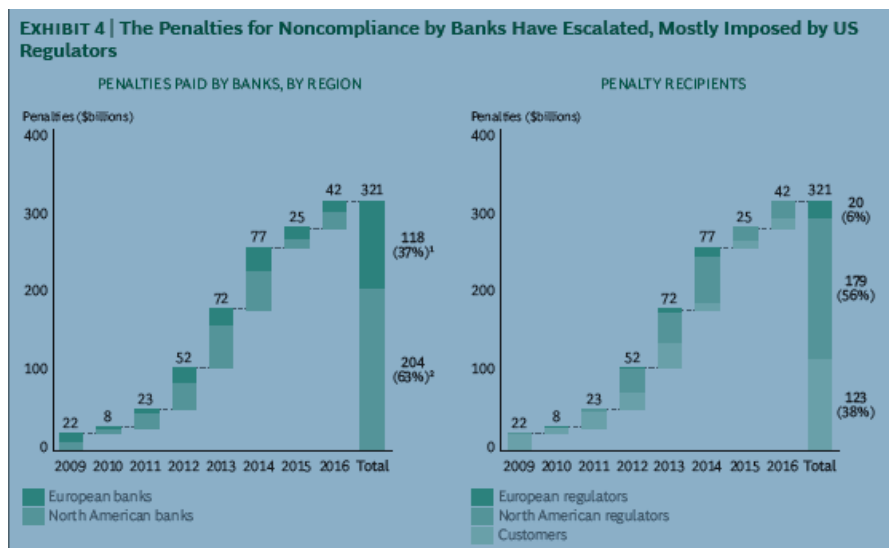
Par esprit de contradiction ou corporatisme vous direz peut-être que si jamais on faisait tout cela et qu'on réduisait drastiquement leur rémunération, les plus talentueux, brillants et compétents d'entre les financiers seraient démotivés, voire pourraient aller voir ailleurs. Vous savez quoi, vous avez entièrement raison. Parce qu'ils ne sont là que pour l'argent, ces ingénieurs, juristes, et autres profils qualifiés ne trouveraient sans doute plus du tout de prestige à la finance si elle se mettait à rémunérer comme je le suggère (sans bonus, de façon algébrique, et avec un salaire maximum), et alors ? Un financier démotivé qui arrête de créer et de vendre du vent et des produits inutiles ce n'est pas pour me déplaire, tout comme je trouve qu'un financier talentueux qui quitterait la finance car on a sonné la fin des rémunérations folles et irait mettre ses talents au service de choses plus utiles (comme créer un train supersonique qui permette à des amoureux vivant l'un en Chine l'autre au Luxembourg de faire le trajet en 30 minutes et de manger ensemble à midi heure européenne/18heures en Chine) serait une avancée pour l'humanité et pour les amoureux susmentionnés.

2. De vraies sanctions – la justice

« J'avais mettre tous leurs noms sur ma liste noire, je crois

Entre un tigre et un chat, c'est pas qu'une histoire de poids »- Sofiane

Les institutions financières sont des pleureuses. La Fédération bancaire française ne rate jamais une occasion de rappeler que le secteur financier français était un très grand contributeur au budget de l'Etat. Il n'y a pas une année sans que la FBF ne redite que le secteur financier français paye 28% de l'ensemble des impôts sur le revenu des entreprises et 6 % de l'ensemble des cotisations sociales à la charge des employeurs, alors que le secteur n'emploie que 4% de la main-d'oeuvre. Il est évident que cela est avant tout une preuve supplémentaire que les gens du secteur financier sont trop payés (saviez-vous que les travailleurs du secteur financier constituent 19% des 1% des salariés les mieux rémunérés ?), mais passons.... Mais en plus de ce genre de pleurnicheries sur le mode du « on paye trop d'impôts et de cotisations » le secteur financier au niveau mondial a trouvé depuis la crise - qu'elle a causée - deux nouvelles marottes : celle selon laquelle on l'asphyxie de réglementation en tout genre avec les règles de Bâle III, les obligations de transparence... et surtout celle comme quoi on est en train de le tondre en l'infligeant des sanctions en veux-tu en voilà. Sur les histoires du LIBOR, du FOREX, des transactions avec CUBA ou l'Iran, la commercialisation de produits subprime douteux, toutes les banques (RBS, BNP, HSBC, JP Morgan, Citigroup, Morgan Stanley Crédit Suisse, UBS, etc.) ont été épinglées, et cela continue pour d'autres manquements récurrents sur les questions de blanchiments d'argent. Parce que ces gens n'ont honte de rien, ils ne ratent jamais une occasion de dire qu'ils se sentent harcelés en plus d'être mal aimés (pauvres chous !). Les collabos de BCG ont d'ailleurs commis un rapport pour appuyer leurs propos en mettant en lumière que depuis 2009 le secteur bancaire a payé plus de 300 milliards d'euros de pénalités (je rajoute pour des exactions de toutes sortes).



Tout d'abord ces 300 milliards sont une goutte d'eau dans un océan de pipi. Entre 2009 et 2016, les banques américaines ont engrangé à elles seules 913 milliards de profits³, on arrive sans doute au double si on ajoute les banques européennes⁴, alors franchement 300 milliards de pénalités c'est rikiki. De toute

³J'ai trouvé le chiffre sur le site de la FDIC si vous voulez vérifier par vous même.

⁴Le secteur financier en employant 4-5% de la force de travail concentre 1/3 des bénéfices dans les pays de l'OCDE, c'est fou non entre nous?

façon, les institutions financières finissent toujours par faire payer les pénalités qui leur sont infligées par « le contribuable » sous forme de hausse des frais bancaires, de hausse des taux de crédits, de hausse des commissions, ou par inventivité comptable qui permet d'avoir des ristournes fiscales. Mais surtout, sanctionner une banque n'a aucun intérêt en plus de n'avoir aucun sens. Une banque est une personne morale, sanctionner la BNP ou UBS c'est leur dire de ne pas récidiver et de modifier leur culture d'entreprise, ce qui revient à tirer l'oreille du taureau alors qu'il faudrait en réalité lui arracher les couilles. Ce ne sont pas les banques qui trichent avec le LIBOR ou qui vendent des crédits structurés aux collectivités locales, non ce sont des individus : Pierre, Paul, Jacques, Marie, Andy, Andrew, etc. Quand les banques font des conneries (et elles en font avec une régulière constance), ce n'est pas les banques que l'on doit « punir », ce n'est pas aux banques que l'on doit infliger des amendes, non ce qu'il faut c'est foutre en prison les responsables des conneries faites par la banque ; et cela va du stagiaire qui voit une opportunité de marché et suggère un produit exotique (c'est marrant qu'exotique et toxique utilise les mêmes lettres non ?), au PDG, en passant par le directeur de division; car tout ce beau petit monde est animé par la même chose, et la même envie, s'assurer un putain de bonus en fin d'année. Redonner du sens aux activités financières – c'est-à-dire faire en sorte que la finance soit réellement un « service » - suppose donc de sanctionner pénalement toute la chaîne qui participe aux prises de risques insensés, aux fraudes, aux manipulations, à la crapulerie en plus de sanctionner financièrement les personnes morales car si l'argent n'a pas d'odeur les caisses de l'Etat doivent continuer à avoir du flair.

3. Venir à bout de la spéculation – la tempérance

« It's a simple answer, not an easy one » - Ronald Reagan

Cela va peut-être vous sembler farfelu que je parle d'interdire la spéculation sachant que vous avez sans doute appris –comme moi - que la spéculation peut être stabilisante ,peut abaisser les coûts de transaction, peut permettre de corriger les imperfections de marché, contribue à faire face à l'asymétrie du hedging ; c'est à croire que la spéculation peut transformer l'eau en vin comme si c'était Jésus ! Et puis d'ailleurs si ça se trouve vous vous dites qu'il est impossible de définir la spéculation ou qu'il n'est pas possible de l'interdire. FOUTAISE. Ma proposition est en réalité simple : il suffit de retourner à la définition et aux conditions d'interdiction qui prévalaient en France, en Suisse ou en Belgique jusqu'à la fin du 19eme siècle. Jusque 1890, il était ainsi interdit de spéculer financièrement dans ces pays. Il suffit donc de remettre en vigueur un équivalent de l'article 421 du code pénal français dans sa version d'avant 28 mars 1885 et qui disait que « les paris qui auraient été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics (fonds d'Etat, bons du Trésor, actions, obligations, titres émis par les villes, les établissements publics et les sociétés anonymes) seront punis des peines portées par l'article 419 ». Et ce n'est pas impossible car (ir)-régulièrement des ersatz de ce genre de décision de bon sens sont pris. C'est ainsi qu'on a interdit les ventes à découvert sur les actions des institutions financières en Europe une grande partie de 2011, tout comme l'avaient fait les USA en 2008, et que plus récemment la Chine a sorti l'artillerie lourde en mettant en place des coupe-circuit dès lors que les variations en séance atteignaient 7%, une interdiction d'investir/parier avec des fonds empruntés en dehors de circuits classiques qui étaient très encadrés, et d'interdire aux gros investisseurs de se séparer des actions qu'ils détenaient. Ce qui est bon en période de panique boursière devrait pouvoir être mis en place en période normale et le monde ne s'en porterait pas plus mal.

Au fait, j'y pense pour la petite histoire car je trouve cela drôle, la copine de mon cousin - qui dit souvent que pour elle au moins 90% de la finance ne devrait pas exister et avec qui il m'arrive de discuter de tout et de rien - m'avait fait remarquer que l'interdiction de la spéculation pourrait sans souci être intégrée dans l'actuel article 421 du code pénal français qui est consacré au terrorisme et qui dit que « constituent des actes de terrorisme (entre autres infractions):

2° Les vols, les extorsions, les destructions, dégradations et détériorations, ainsi que les infractions en matière informatique »;

Elle n'a pas tort car franchement la spéculation qu'il y a eu sur la dette grecque pour prendre une spéculation contre un Etat souverain, n'est-ce pas de l'extorsion et du vol... donc du terrorisme.

Une fois le principe de l'interdiction décidé, il faudra bien entendu mettre en place les moyens techniques de faire vivre cette interdiction mais là-dessus rien d'impossible. Il suffit de combattre les instruments (financiers et humains) de la spéculation; je veux dire par là qu'il faudra

1. **Interdire purement et simplement les produits dérivés et structurés** qui ne sont pas des instruments financiers qui financent quoique ce soit, ni des produits utilisés pour gérer des risques, mais juste des partenaires de casino. D'ailleurs toute personne qui fait semblant de comprendre quelque chose à ces instruments ne vit pas dans le monde réel si vous voulez mon avis, car c'est de l'art abstrait y compris pour les "artistes" qui les pratiquent comme l'a prouvé la déculotté monumentale de Merton et Scholes (prix nobel inventeur ayant pondus le modèle de pricing d'option) dans l'aventure du LTCM. Les conneries du genre option, swap, future, certificats tracker, ETF synthétiques et autres saloperies du genre ne sont pas autres choses pour l'économie

réelle que de la branlette banania dans une partouse géante où ne sont présents le plus souvent que des financiers entre eux (seulement 7% des transactions de produits dérivés sont conclues entre une entreprise non financière et une entreprise financière). Tout ceci ne peut pas être qualifié d'investissement car ce n'est que du capital financier qui ne sert in fine qu'à engranger des bonus et des hauts salaires pour une petite bande d'happy few qui veulent bouffer du Beluga et s'adonner à d'autres plaisirs de nantis. Ceci n'est d'ailleurs pas difficile à démontrer. J'en veux pour preuve que les CDS dont on a beaucoup parlé dernièrement et qui ont mis la Grèce à terre en 2012 ont été inventés en 1994 par une enculée de chez JP morgan (Blythe Masters sur qui j'aurais tellement de choses à raconter ...) et qui n'avait à l'époque que 25 ans (vous comprenez donc pourquoi je pense qu'il ne faut pas négliger à mettre aussi les stagiaires en prison car dans le milieu financier tous veulent des primes et sont prêts à créer des inutilités du type CDS pour y arriver). Avant 1994 l'économie mondiale n'avait pas particulièrement de soucis de financement et il y avait déjà assez de contrats d'assurance classiques pour pouvoir se passer des CDS sans que la terre ne s'arrête de tourner. Quand on sait que les encours de produits dérivés représentent 10 fois le PIB mondial, il n'y a pas de doute à avoir sur la nécessité de les interdire, car quand ce n'est plus le chien qui remue la queue, mais la queue qui remue le chien, il faut couper la queue.

2. **Se calmer sur l'innovation financière:** Très honnêtement, depuis les années 1970 quand a été inventé le distributeur automatique de billets, la seule invention financière un peu utile et dont on aurait tort de se passer ce sont les transactions par internet pour les particuliers qui ont pris le relai des transactions par téléphone. L'innovation en général (pensez au nombre de papiers toilette ou de variété de préservatifs (goûts fraise, banane, chocolat, etc.) qui existent) et l'innovation en finance en particulier offrent très souvent des trucs inutiles. Il faut donc obliger les institutions financières à demander une autorisation avant de lancer quelque innovation financière que ce soit afin de s'assurer qu'il est possible d'évaluer le risque associé à l'innovation, qu'il n'est pas un instrument de spéculation, ou qu'il ne soit pas inutile (n'existe-t-il pas déjà autre chose qui permette de faire pareil?). L'idée est donc de sortir de cette fausse bonne idée qui affirme que tout nouvel instrument financier est bon en soi car il complète le marché.
3. **Interdire le trading haute fréquence et les ventes à découvert :** ces genres d'opération n'ont tout simplement aucune justification économique et ne sont que des opérations spéculatives qui n'ont rien à faire dans mon monde où j'interdis la spéculation financière, que ceux que cela branche aillent jouer au casino ou jouer à la roulette russe. Je ne développe même pas.
4. **Cesser la distinction entre shadowbanking et banques** car le shadowbanking n'est pas parallèle au système bancaire dans la mesure où il lui est relié dans une relation incestueuse qui rappelle les heures les plus sombres des familles royales européennes où des cousins épousaient des cousines. Le shadowbanking fait tout ce que fait une banque (crédit, transformation d'échéance, investissements en tout genre, etc.) en plus de se reposer sur des lignes de crédits bancaires comme on dit en privateequity, la moindre des choses serait donc de les réguler comme des banques avec ratio de fonds propres, encadrement de leur levier, licence, et tout le tutti quanti à la bancaire (dit plus simplement leur appliquer des critères de Bâle).
5. **Assermenter les financiers :** même si les financiers se prennent pour des êtres à part avec une intelligence vive compte tenu de leur espérance de gains et leurs chaussures Tod's, repetto, louboutin, ils sont des fonctionnaires qui s'ignorent exerçant dans un secteur réglementé et qui bénéficient de garanties publiques (garantie des dépôts, socialisation des pertes, bail-out public, soit un ensemble de garanties qui s'apparente à de la dépense publique, et qui fait donc des

banques des entreprises publiques qui s'ignorent). Il faut donc sortir de l'hypocrisie qui consiste à laisser une grande liberté aux financiers tout en donnant l'impression de vouloir sévèrement réglementer les activités financières. Cela commence donc par créer un ordre des financiers, donner des assermentations aux financiers, et leur confier une mission d'intérêt public (comme cela peut exister pour un professeur de lycée privé sous convention étatique qui est tenu de suivre le programme de l'éducation nationale). L'avantage de la chose à l'aune de spéculation et de l'amélioration de la finance c'est qu'un financier assermenté sera tenu de poursuivre une mission d'intérêt général et pourra être radié (en gros perdre à jamais son assermentation et être mis en prison) s'il a pris un risque incompatible avec l'intérêt général ou tenté de créer un produit non nécessaire à l'intérêt général en espérant un bonus.

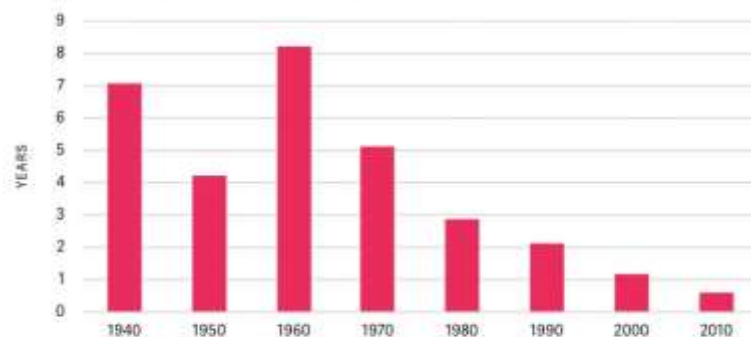
4. Fermer les bourses – la prudence

« Your plans isfoiled, your guns isborrowed, We living in tomorrow, a tissue for yoursorrows » - Jay Electronica

J'ai assisté il n'y a pas longtemps à une conférence donnée par Mme Demetrius qui est professeur d'économie aux USA en France, et est à la tête d'un fonds de micro-finance. Elle aintroduit sa conférence en disant que « la finance de marché a divorcé du financement des entreprises sans lui payer de pensions alimentaires et se contente de passer le voir de temps en temps juste pour des viols collectifs de type LBO et M&A ». Je partage entièrement son analyse et c'est pour cela que je juge nécessaire la fermeture des bourses et la fin de cette connerie qu'est la cotation en continue. Que la cotation en continue n'ait aucun sens est à mon avis une évidence - quel sens peut-on trouver au fait que la valeur d'une entreprise change en continu et pour des raisons aussi peu valables que la probabilité qu'un candidat donné arrive au second tour d'une élection qui aura lieu dans deux mois si on en croit un sondage du jour, ou des prévisions de croissance du FMI qui on le sait se révéleront fausses par ailleurs ? De plus, les marchés actions ne remplissent pas le rôle qu'ils sont supposés tenir de financement en fonds propres des entreprises. Les chiffres le prouvent d'ailleurs, il y a plus de distributions de dividendes et de buy-back que de montants levés par IPO. La contribution nette des marchés actions au financement de l'économie est ainsi devenue négative aux USA et en Europe, ce qui peut paraître paradoxal dans la mesure où les volumes investis dans les marchés financiers ne cessent de croître ; mais comme vous le savez mieux que moi, la majorité de ce volume va sur le marché secondaire et ne fait que de tourner en rond à acheter, vendre, revendre, des actions déjà existantes à des fins spéculatives. Le nombre d'introductions en bourse est d'ailleurs totalement rikiki et la durée de détention des actions montrent qu'il y a patate chaude !

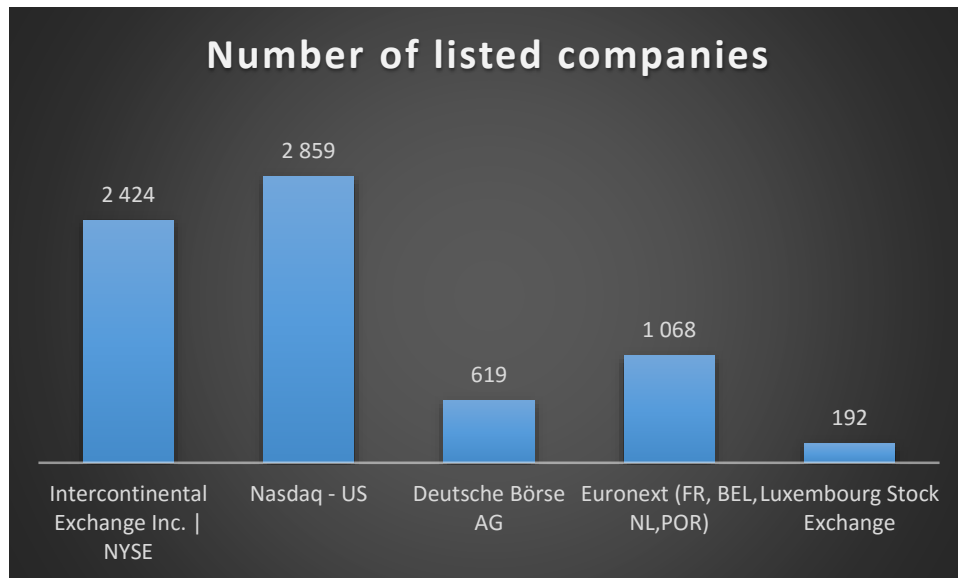
	2015		
	Number of new companies listed through IPOs		
	Total	Domestic companies	Foreign companies
NYSE	55	49	6
Nasdaq - US	123	107	16
Deutsche Börse AG	14	11	3
Euronext	52	45	7

Average Holding Period for Stocks by Decade



Source: LPL Financial, NYSE

Au cas où vous vous dites que je suis un dangereux bolchévique qui veut déclencher une crise mondiale et priver les entreprises de fonds propres en plus de mettre des financiers en prison et de leur enlever des milliers d'euros, quelques autres chiffres pour vous rassurer. L'écrasante majorité de la production, de l'investissement et de l'emploi se passe sans souci de la bourse ; la preuve... le nombre d'entreprises en bourse est aussi insignifiant qu'un sexe de coréen. En fermant la bourse - qui ne concerne que 0.0001% des entreprises- on risque de ne même pas le remarquer en réalité.



Et puis de toute façon, comme je disais plus haut la bourse n'est plus vraiment un allié objectif de financements des entreprises, et une économie sans marchés actions n'est pas une économie sans fonds propres. L'essentiel des fonds propres des entreprises vient de toute façon des entreprises elles-mêmes par la mise en réserve des bénéfices générés, une fois les bourses fermées, les entreprises anciennement cotées n'auront qu'à pratiquer du report à nouveau et elles n'auront aucun problème de fonds propres.

5. Réduire la taille des banques – la modestie

« Dans ce monde siliconé comment savoir à quel saint se vouer ? » -LINO

Le secteur financier est l'un des plus concentrés qui soit et les institutions financières sont tellement grandes qu'on dit ouvertement que certaines sont des banques systémiques too big to fail. Quand on bouffe trop de chips et qu'on devient trop gros soit on fait un régime, soit on a des soucis de santé, mais on ne peut pas être « big but too important to have health issue » ; la responsabilité c'est un principe de base. Puisque les institutions financières représentent un risque systémique et que la collectivité est comme tenue de les sauver quand elles merdent (enfin quand les gens qui y travaillent merdent), il faut non pas gérer la taille des grandes banques en leur faisant faire des testaments de plus de 3.000 pages que personne n'aura le temps de lire, mais réduire la taille des institutions financières - d'autant plus que c'est leur taille qui leur permet de capter des rentes et de distribuer des sursalaires. Il faut donc démanteler les institutions financières (je dis bien institutions financières et pas seulement banques car comme je disais plus haut, le shadowbanking mérite le même sort, je pense à black rock, state street et toute cette bande d'incestueux qui font dans l'actionnariat horizontal en investissant dans leurs concurrents directs, et à cause de qui le volume d'échange sur le marché des changes vaut 15 fois le PIB mondiale actuellement, alors qu'il ne valait que 25% au début des années 1980).

The Top 5 Owners of the 6 Largest U.S. Banks

They're largely the same companies.

JPMORGAN CHASE

BlackRock	6.4% OWNERSHIP
Vanguard	4.7
State Street	4.5
Fidelity	2.7
Wellington	2.5

BANK OF AMERICA

Berkshire Hathaway*	6.9
BlackRock	5.3
Vanguard	4.5
State Street	4.3
Fidelity	2.1

CITIGROUP

BlackRock	6.1
Vanguard	4.4
State Street	4.2
Fidelity	3.6
Capital World Investors	2.4

WELLS FARGO

Berkshire Hathaway	8.8
BlackRock	5.4
Vanguard	4.5
State Street	4.0
Fidelity	3.5

U.S. BANCORP

BlackRock	7.4
Vanguard	4.5
Fidelity	4.4
State Street	4.4
Berkshire Hathaway	4.3

PNC BANK

Wellington	8.0
BlackRock	4.7
Vanguard	4.6
State Street	4.6
Barrow Hanley	4.0

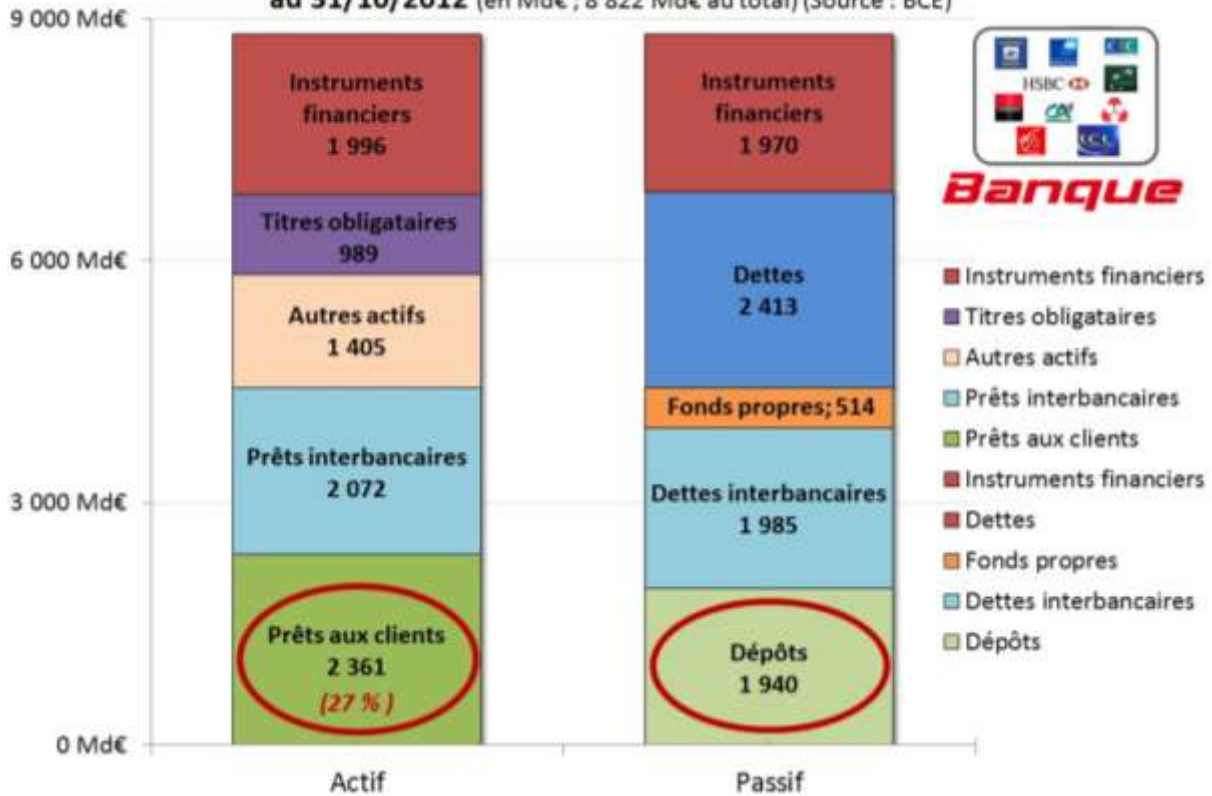
* NO VOTING RIGHTS

SOURCE THOMSON INSTITUTIONAL OWNERSHIP DATA AND PROXY STATEMENTS FOR THE SECOND QUARTER OF 2013

© HBR.ORG

Le bilan de la BNP en France est de 100% du PIB, et les notionnels de dérivés sur lesquels elle est exposée vaut 25 fois le PIB de la France, c'est de la folie furieuse, car en plus d'être dangereux (systémique dans le jargon), cela génère une complexité non nécessaire qui fait que personne, absolument personne, ne peut prétendre comprendre le bilan des banques françaises qui ne détiennent que 25% de crédits aux ménages et aux entreprises (contre 84% du bilan en 1980), et qui investissent massivement dans des instruments de marché à valorisation continue et fluctuante.

**Composition du bilan agrégé du système bancaire français
au 31/10/2012 (en Md€ ; 8 822 Md€ au total) (Source : BCE)**



Alors on démantèle, on coupe – pas de façon cosmétique avec des ciseaux mais avec une scie électrique. L’histoire nous enseigne que c’est possible il suffit de refaire un square deal à la Roosevelt qui avait fait la nique aux cartels et aux trusts, d’interdire et défaire toutes ces M&A incestueux entre entreprises financières, et d’éclater le secteur financier histoire de retrouver une finance au service de la société et non plus au service d’elle-même et de ces salariés qualifiés comme c’est le cas actuellement. Dieu sait que je n’aime pas les Allemands, mais ce grand pays européen n’a qu’une banque systémique (la France en a 4, le Royaume-Uni 5, soit autant que la Chine) et plus de 1.500 banques coopératives régionales qui financent très bien ses exportations et ses industries, comme quoi c’est possible et compatible avec une économie qui investit et exporte. D’ailleurs tout en détestant royalement les Bosch, je dois reconnaître que je préfère pour le coup leur approche qui consiste à mettre des ingénieurs dans des usines plutôt que l’approche française qui transforme des ingénieurs en analystes, brokers, traders, portfolio et fund managers qui ne produisent rien dans des salles de marché, et avec le succès international que l’on connaît (la baleine de Londres, Moryousseph Philipe, Sander Didier, Bittar Christian - les trois frenchies du Liborgate -, Fabrice Toure dans Abacus, etc.).

6. Sévir grâce au risque de réputation –la luxure

« Qu'est-ce qui fait tourner la planète ?

Le sexe, les biftons, le pouvoir et les business pas nets » - Årsenik

Nous sommes des êtres humains, et c'est une chance formidable dans la lutte contre la finance. Un être humain est animé par des pulsions de vie et de mort, de là en découlent des envies, des fantasmes, de l'héroïsme, des erreurs, du virtuose, du grandiose, du vice, de la vertu et tralala. Nul humain n'est bon ou mauvais, nous avons en nous - je le crois - toutes les inclinaisons des plus basses aux plus nobles. La chose c'est que souvent nous sommes refrenés dans nos penchants vicieux et amoraux par la raison religieuse, par la famille, par nos limites physiques, par le manque de moyens matériels ou tout simplement par la bonne vieille et salutaire ignorance (ah bon on peut mélanger vodka et Kamagra pour former le Vodkamagra ?).

Mais Il s'avère que les gens en finance sont grégaires et gagnent très bien leur vie, double mélange qui constitue le terreau fertile au grand n'importe quoi. Il y a 3 trucs formidables qui découlent du côté grégaire de ces gens gagnant bien leur vie : primo ils sont des suiveurs. Comme tout individu appartenant à un groupe qu'il soit familial, religieux, sportif ou amoureux, ils se singent tous histoire de faire vivre la dynamique de groupe et de s'y intégrer pleinement. Avez-vous déjà observé combien un groupe de supporters de football peut-être moins raisonnable que les personnes qui le compose, combien les alléluias dans les églises étaient scandés avec plus de voix que quand les gens prient en solo, saviez-vous que 9 fois sur 10 la première cuite ou le premier joint sera une expérience vécue dans un groupe ? C'est comme dans les week-ends d'intégration ou dans la franc-maçonnerie pour citer deux univers que je connais un peu, en finance les gens se veulent soudés (car malgré le caractère compétitif de la finance c'est souvent du travail d'équipe (IT, analyste, marketeur, économiste de marché rédigeant des daily digest, etc etc.), et finissent donc par traîner qu'ensemble pour des raisons d'heures de travail similaires, mais aussi pour éviter d'être confrontés à des petites gens qui ne gagnent pas ces sommes là, et qui risquent de poser des questions qui dérangent du genre mais à quoi ça sert pour que ça paye autant ? puis par habitude, goût du gain, et facilité, ils finiront par ne jamais quitter leur carrière. Deuxio, grâce à l'argent qu'ils gagnent, ils peuvent s'offrir toute sorte de sensation forte et borderline et se laisser aller à vivre à fond et sans retenue, ce qui fait qu'ils s'adonnent au vil, et c'est un point sur lequel la régulation financière doit lourdement s'appuyer, car ce sont des hommes et des femmes qui font et travaillent dans les institutions financières. Réguler la finance ne peut donc se permettre d'ignorer la réalité de leurs penchants (je vous invite à regarder les écrits du Professeur britannique David Nutt ou de l'insider Jacques Attali sur la prise de cocaïne dans les milieux financiers par exemple, mais peut-être avez-vous vu la chose de vos propres yeux).

Par conséquent, puisque les financiers vivent entre eux, font la fête entre eux, trainent entre eux, partent en vacances entre eux, et en profitent pour se poudrer le nez, expérimenter des drogues hallucinogènes et de puissance, tiser du millésimé, aller au 7^{ème} ciel avec des hôtesses de l'air, chaque financier à un lot assez élevé de dossier sur chaque collègue. Comme je suis conscient que les 5 points précédents ne seront pas si faciles à faire accepter car le lobby financier est très puissant, le point 6 que j'ai appelé risque de réputation est là justement pour forcer les choses. Les autorités de régulation doivent donc s'appuyer sur les services de renseignement et faire, ce qui a marché contre les mafias, à savoir de la bonne vieille infiltration et de l'espionnage. Imaginez la chose ! sans que personne ne le sache, et ce genre de couverture est très possible car s'est fait dans des milieux encore plus méfiants (politiques, terroristes,

par les services secrets du monde entier Chinois et Israélien en tête), il y aurait dans chaque institution financière, un petit groupe d'ingénieurs, d'analystes, de traders, d'informaticiens, qui seraient en réalité des espions travaillant comme agent double et qui prendraient des photos, des enregistrements, constitueraient des dossiers sur les actes illégaux, mais aussi les actes immoraux de leurs collègues à l'extérieur de la banque dans leur sortie de groupe et dans leur vantardise (car les financiers sont des gros vantards qui aiment raconter combien ils passent leur temps à faire du sale et non pas des beaux-arts et que souvent quand il descendent chercher une baguette ils remontent chez eux en devant leur braguette). Le but de tout ceci serait simple, avoir des dossiers sur des financiers du stagiaire au responsable de salle de marché en passant par le CFO, l'informaticien, pour les faire chanter, les obliger à démissionner, à témoigner contre leur anciens employeurs sur les pratiques douteuses, afin de montrer au grand public combien c'est un secteur à scandale et à vie dissolue (savez vous que ce sont des financiers hétéros de Londres qui ont lancé la mode du chemsex ?) histoire que la pression populaire et morale contre la finance soit aussi forte que le souffle d'une lionne, ce qui permettra peu à peu d'avancer sur les 5 autres points (prodigalité, justice, tempérance, prudence, modestie). Ces agents infiltrés auraient donc pour mission d'être les relais des autorités prudentielles et d'être des poison pill. Ils auraient -le temps que les autres 5 points soient effectifs - une très bonne rémunération car ils seraient recrutés parmi les meilleurs, et la nation leur sera reconnaissante pour leur engagement et leur contribution ; ils auront bien sûr la permission de vivre comme des financiers ce qui est important pour être crédible dans leur mission d'infiltration (un peu à la manière de James Bond qui avaient une licence to kill ils auraient une licence to actill), ils auraient donc eux aussi le droit le temps de leur mission, de faire la fête, de prendre de la coke, de se laver le pénis à l'eau bénite, de faire des lancers de nains, d'être des milords pot au feu, des bouffeurs de caviars, des jet-setters, le tout pour la crédibilité de leur mission... enfin c'est ce qu'on leur fera croire, car en réalité, on les prendra eux aussi en photos et sur eux aussi on montera des dossiers, histoire de les faire chanter une fois leur mission terminée, comme cela, ils seront niqués avec leur propre queue, car comme disait le camarade Mao, la révolution (financière) n'est pas un diner de gala, et ils n'avaient qu'à réussir leur mission en restant irréprochable comme Edgar Hoover.